



CHAPITRE 100

Loi modifiant la charte de la cité de
Jacques-Cartier

[Sanctionnée le 12 août 1967]

CHAPTER 100

An Act to amend the charter of the city
of Jacques-Cartier

[Assented to 12th August 1967]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Jacques-Cartier a, par sa pétition, représenté qu'il est de l'intérêt de sa bonne administration que sa charte, la loi 11 George VI, chapitre 102, modifiée par les lois 12 George VI, chapitre 74, 14 George VI, chapitre 102, 15-16 George VI, chapitre 81, 4-5 Elizabeth II, chapitre 77, 6-7 Elizabeth II, chapitre 60, 7-8 Elizabeth II, chapitre 72 et 9-10 Elizabeth II, chapitre 107, soit de nouveau modifiée afin de lui accorder de plus amples pouvoirs;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.
193, a. 48,
rempl.
pour cité.

1. À compter de l'élection générale de 1969, l'article 48 de la Loi des cités et villes, remplacé pour la cité par l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 60, est de nouveau remplacé par le suivant:

Maire.

« **48.** Le maire est élu pour quatre ans, à la majorité des électeurs municipaux ayant voté. »

1957-58,
c. 60, a. 3,
ab.

2. L'article 3 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 60, est abrogé.

S.R., c.
193, a.
64, rempl.
pour cité.

3. L'article 64 de la Loi des cités et villes, remplacé pour la cité par l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 77, est de nouveau remplacé pour la cité par le suivant:

Preamble.

WHEREAS the city of Jacques-Cartier has by its petition represented that it is in the interest of its good administration that its charter, the act 11 George VI, chapter 102, amended by the acts 12 George VI, chapter 74, 14 George VI, chapter 102, 15-16 George VI, chapter 81, 4-5 Elizabeth II, chapter 77, 6-7 Elizabeth II, chapter 60, 7-8 Elizabeth II, chapter 72, and 9-10 Elizabeth II, chapter 107, be again amended in order to grant it fuller powers;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. From the general election of 1969, section 48 of the Cities and Towns Act, replaced for the city by section 1 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 60, is again replaced by the following:

R.S., c.
193, s. 48,
replaced
for city.

“**48.** The mayor shall be elected for four years by the majority of municipal electors who have voted.”

Mayor.

2. Section 3 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 60, is repealed.

1957-58,
c. 60, s. 3,
repealed.

3. Section 64 of the Cities and Towns Act, replaced for the city by section 1 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 77, is again replaced for the city by the following:

R.S., c.
193, s. 64,
replaced
for city.

Traite-
ments,
etc.

« 64. La cité paye annuellement au maire et aux échevins les traitements et allocations de dépenses qui suivent :

“64. The city shall pay annually to the mayor and the aldermen the following salaries and expense allowances: Salaries, etc.

	<i>Traitement annuel</i> — <i>Annual Salary</i>	<i>Allocation annuelle</i> — <i>Annual Allowance</i>	<i>Total</i>
Le maire—Mayor	\$8,000	\$4,000	\$12,000
Les échevins—Aldermen	3,000	1,500	4,500

Dépenses
de
voyages.

En outre des allocations de dépenses prévues au présent article, le maire et les échevins ont droit au remboursement des dépenses de voyages encourues par eux pour le compte de la ville, pourvu que ces dépenses aient été spécialement autorisées par résolution du conseil. »

Besides the expense allowances contemplated by this section, the mayor and the aldermen shall be entitled to be reimbursed the travelling expenses incurred by them for the city's account, provided that such expenses shall have been specially authorized by resolution of the council.” Travelling expenses.

1957-58,
c. 60, s. 4,
ab.

4. L'article 4 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 60, est abrogé.

4. Section 4 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 60, is repealed. 1957-58, c. 60, s. 4, repealed.

Pensions
autori-
sées.

5. La cité de Jacques-Cartier paiera à toute personne qui aura rempli la fonction de membre du conseil de la cité de Jacques-Cartier, pendant au moins douze années, et qui aura cessé de remplir cette fonction après le premier janvier 1967, une pension annuelle de \$1,500 payable par versements égaux et consécutifs, le premier jour de chaque mois.

5. The city of Jacques-Cartier shall pay to each person who has held office as a member of the council of the city of Jacques-Cartier for twelve years or more and who has ceased to hold such office after the 1st of January 1967, an annual pension of \$1,500 payable in equal and consecutive instalments on the first day of each month. Pensions authorized.

Contribu-
tions.

Pour bénéficier de ces versements de retraite, les membres du conseil municipal devront verser au fonds d'administration générale une contribution de 5% de leur traitement annuel, avec rétroactivité de cinq ans, et à compter de leur entrée en fonction pour ceux qui occupent leur charge depuis moins de cinq ans.

In order to be entitled to such retirement payments, the members of the municipal council must pay into the general administration fund a contribution of 5% of their annual salary for each of the last five years, or for the period since they took office in the case of those who have held office for less than five years. Contributions.

Rem-
bourse-
ment.

Advenant le cas où un échevin ou le maire n'occuperait pas sa charge pendant douze ans, les montants ainsi versés lui seront remboursés sans intérêt.

If an alderman or the mayor does not hold office for twelve years, the amounts so paid shall be reimbursed to him without interest. Reimbursement.

Pension
augmen-
tée.

Cette pension sera augmentée de \$500 pour chaque année ou partie d'année durant laquelle cette personne aura occupé la fonction de maire, mais elle sera limitée en toute circonstance à \$5,000.

The said pension shall be increased by \$500 for each year or part of a year during which such person has held the office of mayor, but it shall in no case exceed \$5,000. Pension increased.

Privilège.

Cette pension sera incessible et insaisissable.

Such pension shall be unassignable and unseizable. Privilege.

Interrup-
tion.

Le paiement de cette pension sera interrompu durant la période où le bénéficiaire occupera, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi comportant une rémunération payable par la cité.

Calcul.

En calculant une telle période de douze années, une partie d'année sera comptée comme une année entière.

S.R., c.
193, a.
131, remp.
pour cité.

6. L'article 131 de la Loi des cités et villes est remplacé pour la cité par le suivant:

Nom omis
de la liste.

« **131.** Toute personne dont le nom a été omis de la liste des électeurs, mais qui est inscrite au rôle d'évaluation ou au rôle de perception dans le cas des locataires et possédait, à l'époque de la préparation de la liste, le cens électoral, a droit de voter aux élections municipales et sur les règlements d'emprunts, en produisant un certificat du greffier ou du secrétaire-trésorier de la municipalité que ce dernier est tenu de délivrer sur demande, à l'effet que le nom de cette personne a été omis de la liste par inadvertance ou erreur, et en prêtant serment devant le sous-officier-rapporteur d'un des bureaux de votation, qu'elle a le cens électoral requis par la loi et qu'elle n'a pas déjà voté sous l'autorité de ce certificat. Le certificat produit doit être laissé entre les mains du sous-officier-rapporteur qui le rapporte, à la fermeture du bureau de votation, avec les autres documents qui ont servi à la votation. »

1950, c.
102, a. 1,
ab.

7. L'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 102, est abrogé.

S.R., c.
193, a.
138, mod.
pour cité.
Division
de la liste
des élec-
teurs.

8. L'article 138 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en y ajoutant l'alinéa suivant:

« Le greffier peut diviser la liste des électeurs de la municipalité en deux sections, l'une portant les noms des électeurs résidents, l'autre celle des électeurs non-résidents. »

1950, c.
102, a. 2,
ab.

9. L'article 2 de la loi 14 George VI, chapitre 102, est abrogé.

S.R., c.
193, a.
173, mod.
pour cité.

10. À compter de l'élection générale de 1969, l'article 173 de la Loi des cités et villes, remplacé pour la cité par l'article

The payment of such pension shall be suspended during any period when the beneficiary holds, temporarily or permanently, any charge, office or employment which involves remuneration paid by the city.

Suspension.

In calculating any such period of twelve years, a part of a year shall be counted as a full year.

Computation.

6. Section 131 of the Cities and Towns Act is replaced for the city by the following:

R.S., c.
193, s.
131,
replaced
for city.

“**131.** Any person whose name has been omitted from the electoral list but is entered on the valuation roll, or on the collection roll in the case of a lessee, and who possessed at the time of the preparation of the list the right to vote shall be entitled to vote at any municipal election or upon a loan by-law, upon producing a certificate from the clerk or secretary-treasurer of the municipality, which the latter shall be obliged to give on application therefor, to the effect that the name of such person has been omitted by inadvertance or error, and upon taking the oath before the deputy returning-officer at a polling-station that he is entitled to vote according to law and that he has not already voted under the authority of the said certificate. The certificate produced shall be left in the hands of the said officer, who shall return it at the close of the poll with the other documents used at such voting.”

Name not
on list.

7. Section 1 of the act 14 George VI, chapter 102, is repealed.

1950, c.
102, s. 1,
repealed.

8. Section 138 of the Cities and Towns Act is amended for the city by adding the following paragraph:

R.S., c.
193, s. 138,
am. for
city.

“The clerk may divide the list of the electors of the municipality into two sections, one bearing the names of the resident electors and the other those of the non-resident electors.”

Division
of list of
electors.

9. Section 2 of the act 14 George VI, chapter 102, is repealed.

1950, c.
102, s. 2,
repealed.

10. From the general election of 1969, section 173 of the Cities and Towns Act, replaced for the city by section 3 of the

R. S., c.
193, s.
173, am.
for city.

3 de la loi 14 George VI, chapitre 102, est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Date.

« **173.** L'élection générale du maire et des échevins a lieu tous les quatre ans, le premier dimanche de novembre. »

Système
de rota-
tion.

11. Pour donner effet aux dispositions ci-dessus et pour mettre fin de façon graduelle au système de rotation décrété par la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 60, article 3, qu'abroge la présente loi, la durée des fonctions du maire, élu pour trois années le premier samedi de juin 1966, est prolongée jusqu'au premier dimanche de novembre 1969; la durée des fonctions des échevins des quartiers numéros 2 et 6, élus pour trois années le premier samedi de juin 1966, est prolongée jusqu'au premier dimanche de novembre 1969; la durée des fonctions des échevins des quartiers numéros 1 et 4, élus le premier samedi de juin 1965, pour trois années, est prolongée jusqu'au premier dimanche de novembre 1968; la durée des fonctions des échevins des quartiers numéros 3 et 5, élus pour trois années, le premier samedi de juin 1964, est prolongée jusqu'au premier dimanche de novembre 1967; en sorte que, au premier dimanche de novembre 1967, il sera élu un échevin pour le quartier numéro 3 et un échevin pour le quartier numéro 5, tous deux pour un terme d'office de deux années, et le premier dimanche de novembre 1968 il sera élu un échevin pour le quartier numéro 1 et un échevin pour le quartier numéro 4, pour une année.

1950, c.
102, a. 4,
ab.

12. L'article 4 de la loi 14 George VI, chapitre 102, est abrogé.

Id., a. 5,
ab.

13. L'article 5 de la loi 14 George VI, chapitre 102, est abrogé.

Id., a. 6,
ab.

14. L'article 6 de la loi 14 George VI, chapitre 102, est abrogé.

S.R., c.
193, a.
210, remp.
pour cité.

15. L'article 210 de la Loi des cités et villes, remplacé pour la cité par l'article 3 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 77, est de nouveau remplacé pour la cité par le suivant:

act 14 George VI, chapter 102, is amended by replacing the first paragraph by the following:

Date.

“**173.** The general election for mayor and aldermen shall be held every four years, on the first Sunday of November.”

System of
rotation.

11. In order to give effect to the above provisions and gradually to put an end to the system of rotation enacted by the act 6-7 Elizabeth II, chapter 60, section 3, which this act repeals, the term of office of the mayor, elected for three years on the first Saturday of June 1966, is extended to the first Sunday of November 1969; the term of office of the aldermen for wards numbers 2 and 6, elected for three years on the first Saturday of June 1966, is extended to the first Sunday of November 1969; the term of office of the aldermen for wards numbers 1 and 4, elected on the first Saturday of June 1965, for three years, is extended to the first Sunday of November 1968; the term of office of the aldermen for wards numbers 3 and 5, elected for three years on the first Saturday of June 1964, is extended to the first Sunday of November 1967; so that on the first Sunday of November 1967, there shall be elected one alderman for ward number 3 and one for ward number 5, both for a term of two years, and on the first Sunday of November 1968 there shall be elected an alderman for ward number 1 and an alderman for ward number 4, for a term of one year.

12. Section 4 of the act 14 George VI, chapter 102, is repealed.

1950, c.
102, s. 4,
repealed.

13. Section 5 of the act 14 George VI, chapter 102, is repealed.

Id., s. 5,
repealed.

14. Section 6 of the act 14 George VI, chapter 102, is repealed.

Id., s. 6,
repealed.

15. Section 210 of the Cities and Towns Act, replaced for the city by section 3 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 77, is again replaced for the city by the following:

R.S., c.
193, s.
210,
replaced
for city.

Heures du
scrutin.

« **210.** Les bureaux de votation doivent être ouverts à dix heures et rester ouverts jusqu'à huit heures du soir le même jour. Chaque sous-officier-rapporteur est tenu de recevoir, pendant ce temps, dans le bureau de votation qui lui est assigné et de la manière ci-après prescrite, les votes des électeurs ayant droit de voter à ce bureau. »

« **210.** The poll shall be opened at the hour of ten o'clock in the forenoon and kept open until eight o'clock in the evening of the same day. Each deputy returning-officer shall, during that time, in the polling-station assigned to him and in the manner hereinafter prescribed, receive the votes of the electors duly qualified to vote at such polling-station. »

Hours for
polling.

S.R., c.
193, a.
473, mod.
pour cité.

16. L'article 473 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en y ajoutant à la suite du paragraphe 8°, le suivant :

16. Section 473 of the Cities and Towns Act is amended for the city by adding after sub-paragraph 8 the following :

R.S., c.
193, s.
473, am.
for city.

Modifica-
tion auto-
risée.

« 8°a. Sans autres approbations ni consentements que ceux du ministre des affaires municipales, de la Commission municipale de Québec et de la Régie des rentes du Québec, le conseil peut amender son règlement numéro 479 créant « le régime de rentes de retraite pour les employés de la cité de Jacques-Cartier » pour établir un régime de rentes supplémentaires comportant des dispositions spéciales pour le bénéfice de ses officiers; ».

“(8a). With no other approval or consent than that of the Minister of Municipal Affairs, the Quebec Municipal Commission and the Quebec Pension Board, the council may amend its by-law number 479 constituting “the retirement pension plan for the employees of the city of Jacques-Cartier” to establish a supplemental pension plan with special provisions for the benefit of its officers;”.

Amend-
ment
author-
ized.

S.R., c.
193, a.
485, mod.
pour cité.

17. L'article 485 de la Loi des cités et villes, remplacé pour la cité par l'article 8 de la loi 15-16 George VI, chapitre 81, et modifié pour la cité par les articles 5 et 6 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 77, est de nouveau modifié pour la cité en y ajoutant l'alinéa suivant :

17. Section 485 of the Cities and Towns Act, replaced for the city by section 8 of the act 15-16 George VI, chapter 81 and amended for the city by sections 5 and 6 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 77, is again amended for the city by adding the following paragraph :

R.S., c.
193, s.
485, am.
for city.

Revision.

« Le bureau de revision doit reviser ou faire reviser par l'estimateur permanent, tous les ans, ce rôle, selon qu'il le juge nécessaire, avec les mêmes avis et délais que pour la confection d'un rôle d'évaluation. »

“The board of revision shall revise such role or cause it to be revised by the permanent assessor, each year, as it deems necessary, with the same notices and delays as for the making of a valuation roll.”

Revision.

S.R., c.
193, a.
575, mod.
pour cité.

18. L'article 575 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en y ajoutant l'alinéa suivant :

18. Section 575 of the Cities and Towns Act is amended for the city by adding the following paragraph :

R.S., c.
193, s.
575, am.
for city.

Réten-
tion d'im-
meubles.

« Le conseil peut, avec l'autorisation du ministre des affaires municipales, retenir définitivement les immeubles ainsi acquis et dont il juge avoir besoin pour fins de parcs, terrains de jeux ou autres fins municipales. »

“The council, with the authorization of the Minister of Municipal Affairs, may retain definitively the immovables so purchased which it considers necessary for purposes of parks or playgrounds or for other municipal purposes.”

Retention
of immove-
ables.

S.R., c.
193, a.
587, mod.
pour cité.

19. L'article 587 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en y ajoutant après le premier alinéa le suivant :

19. Section 587 of the Cities and Towns Act is amended for the city by adding after the first paragraph the following :

R.S., c.
193, s.
587, am.
for city.

Signature.

« La signature du maire sur les obligations peut être imprimée, lithographiée ou gravée. »

"The signature of the mayor on the bonds may be printed, lithographed or engraved."

Règlements déclarés valides.

20. Le règlement no 548, adopté par le conseil de la cité le 20 octobre 1966 et les règlements numéros 570 et 583 qui l'ont modifié, sont déclarés valides à compter de la date de leur adoption pour cette partie de leurs dispositions qui sont compatibles avec l'article 36 de la Loi de la régie des prix des logements offerts aux visiteurs de l'Expo 67 (15-16 Elizabeth II, chapitre 13).

20. By-law number 548, passed by the city council on the 20th of October 1966, and by-laws numbers 570 and 583 amending it, are declared valid from the date of passing thereof for those provisions thereof which are consistent with section 36 of the Expo 67 Visitors Lodgings Price Control Act (15-16 Elizabeth II, chapter 13).

Entrée en vigueur.

21. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

21. This act shall come into force on the day of its sanction.